Patrick Martin sur RTL Matin : « Mon combat principal, c'est qu'on ait zéro augmentation du coût du travail »

Publié le 22 novembre 2024

Invité de RTL Matin le 22 novembre, Patrick Martin est revenu sur le projet de budget pour redire son opposition à toute augmentation du coût du travail.

Sur les polémiques autour du budget

« *Je m'interdis de penser à tous ces débats, pour ne pas dire à toutes ces polémiques purement politiques. Moi, je pense surtout à la situation de l'économie, à la situation de mes 200 000 adhérents, qui, pour la plupart d'entre eux sont quand même un peu soucieux. (...) y a un diagnostic partagé, sur l'état critique des finances publiques, mais les remèdes qui sont proposés ne sont pas tout à fait les mêmes. Évidemment, nous, on pense qu'il faut prendre garde à ne pas alourdir le coût du travail, à ne pas alourdir la fiscalité, parce que c'est le meilleur moyen de ralentir encore l'activité, et donc de faire baisser les rentrées fiscales et sociales. (...) Les chiffres sont là. Si, comme le prévoit en l'état le projet de loi de finances et de finances de la sécurité sociale, les entreprises supportent huit à neuf milliards d'euros de coût du travail de plus, c'est l'équivalent de 350 000 emplois. Donc, il faut être très très attentif à cela* ».

Sur l'Europe

« *Michel Barnier et Antoine Armand nous font l'honneur de nous rejoindre dans le cadre d'un sommet trilatéral entre les patronats allemands, italiens et français, avec en particulier l'intervention de la présidente du Parlement européen, ce dont on veut leur parler, ce que nous voulons entendre c'est comment l'Europe va évoluer, parce que la France sans l'Europe, ça n'existe pas, nous on veut une Europe puissante comme on veut une France puissante* ».

Sur les charges qui risquent de peser sur les entreprises

« *Il y a eu un malentendu, puisqu'au départ nous avions compris qu'il y aurait des mesures ciblées et temporaires, et qu'à raison d'un tiers au maximum, elles porteraient sur les contribuables, et singulièrement sur les entreprises. La réalité des choses, c'est que c'est au moins deux tiers d'efforts pour les entreprises, et que dans le package, il y a une part très importante de mesures durables, notamment sur les charges sociales. Moi, mon combat principal, c'est qu'on ait zéro augmentation du coût du travail, notamment sur les charges sociales. (...) Le coût du travail en France est le plus élevé d'Europe et un des plus élevés au monde. Donc, si on veut être compétitif, performant, redresser notre balance commerciale et créer des emplois, il faut qu'on ait un coût du travail compétitif. Ça, c'est le premier combat. Le deuxième combat, c'est que les grandes entreprises, dont la mienne, qui est une entreprise de taille intermédiaire, vont supporter sur deux ans douze milliards d'euros d'impôts sur les sociétés de plus, il ne faut pas rêver, c'est autant d'investissements qu'on ne fera pas, autant de trésoreries qui vont se dégrader* ».

Sur la situation des finances publiques

« *Le Medef est bien conscient de la situation des finances publiques. Mais il n'y a pas besoin d'aller au bout du monde pour trouver des pays, au sein de l'Union européenne, qui ont fait des efforts de réduction des dépenses publiques sans se mettre à feu et à sang, sans que la population soit dans la rue. Je pense en particulier au Portugal, où ça a été fait avec beaucoup de détermination, courageusement. Maintenant, le Portugal a une*

croissance bien supérieure à la nôtre, un taux d'emploi qui commence à être intéressant, des finances publiques équilibrées. Je peux parler de l'Espagne. Il y a une espèce d'interdit dans l'imaginaire de nos politiques sur la réduction de la dépense publique. On a tel ou tel ministre, courageux. Je pense au ministre de la Fonction publique, mais il faut qu'on aille beaucoup plus loin, beaucoup plus vite. Les autres ont réussi à le faire ».

Sur le marché du travail

« *Il y a des situations sectorielles qui deviennent, assez tendues. Le bâtiment, c'est absolument critique. L'automobile, c'est critique. La chimie, c'est critique. Donc, oui, il y a quelques centaines de milliers de destructions d'emplois qui pourraient se produire. (...) Il est impératif qu'on travaille plus dans ce pays parce qu'on n'a pas la performance en termes de pouvoir d'achat, en termes d'équilibre de nos finances publiques* ».

Sur le traité de libre-échange avec le Mercosur

« *Nous regardons avec angoisse le monde se fermer. L'Europe est exportatrice, elle a un solde commercial positif, pas la France. Et donc, il ne faut pas se priver de déboucher à travers le monde. Il y a probablement certaines clauses à réviser dans ce traité Mercosur. Mais enfin, si vous voulez, si on ne peut pas commercer avec les États-Unis, parce que protectionniste, avec la Chine, parce qu'insidieusement protectionniste, et qu'on s'interdit de commercer avec l'Amérique latine, avec qui commercera-t-on ? Il y a 20 % des salariés français qui travaillent pour l'exportation* ».

>> Revoir l'émission sur le site de RTL